M.E.S., Numéro 143, Septembre – Octobre 2025
https://www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N°ISSN (en ligne) : 2790-3109
N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux

Kinshasa, septembre - octobre 2025

L'EVOLUTION DE L'OPPOSITION POLITIQUE EN RD CONGO :

analyse du rôle des partis politiques d'opposition durant le premier mandat du Président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo de 2018 à 2023.

par

Glody OKOTA DJEMBA

Chercheur et Assistant, Faculté des Sciences Sociales,
Université de Kinshasa

Résumé

Au cours du premier mandat de Félix-Antoine Tshisekedi, le paysage de l'opposition politique en République Démocratique du Congo a subi une transformation significative, caractérisée par la conclusion de l'ère Kabila et par des tensions au sein des institutions. La réorganisation du paysage politique consécutive aux accords FCC-CACH en 2019 a eu pour effet d'affaiblir l'opposition traditionnelle, engendrant ainsi une fragmentation et des divisions internes, et ce, malgré les efforts déployés par des leaders tels que Fayulu, Katumbi et Muzito. Cette absence d'unité restreint la capacité de l'opposition à exercer un véritable contre-pouvoir et met en exergue l'impératif de constituer un front politique plus cohérent afin de consolider la démocratie.

Mots - clés : *opposition politique, fragmentation, coalition FCC-CACH, instabilité institutionnelle, manque d'unité.*

Abstract

During Félix-Antoine Tshisekedi's first term, the landscape of political opposition in the Democratic Republic of Congo underwent a significant transformation, characterized by the conclusion of the Kabila era and tensions within institutions. The reorganization of the political landscape following the FCC-CACH agreements in 2019 had the effect of weakening the traditional opposition, leading to fragmentation and internal divisions, despite the efforts made by leaders such as Fayulu, Katumbi, and Muzito. This lack of unity restricts the opposition's ability to exercise a true counter-power and highlights the imperative to form a more coherent political front in order to consolidate democracy.

Keywords : *political opposition, fragmentation, FCC-CACH Coalition, institutional instability, lack of unity*

INTRODUCTION

L'évolution de l'opposition politique en République Démocratique du Congo a représenté un enjeu central pour la consolidation de la démocratie et la stabilité institutionnelle du pays. Depuis l'arrivée de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à la présidence en janvier 2019, après près de vingt ans de domination politique de Joseph Kabila, le paysage politique congolais a connu des transformations profondes et souvent imprévisibles. Le premier mandat de Tshisekedi a été marqué par une recomposition des alliances, notamment avec la signature des accords FCC-CACH en 2019, qui ont conduit plusieurs partis d'opposition traditionnels à rejoindre la majorité présidentielle. Cette dynamique a fragilisé les partis restés dans l'opposition, provoquant des tensions internes, des rivalités entre leaders et une perte globale de capacité à jouer un rôle de contre-pouvoir efficace[1].

Étudier cette évolution a permis de mieux comprendre les mécanismes de fragmentation et les limites institutionnelles qui ont freiné l'action démocratique des partis d'opposition. Elle a aussi mis en lumière les stratégies adoptées par des figures politiques comme Martin Fayulu, Moïse Katumbi ou Adolphe Muzito, qui ont tenté, malgré les contraintes, de maintenir une opposition crédible[2]. L'objectif de cette analyse a été de montrer les défis auxquels l'opposition a été confrontée durant ce premier mandat, d'examiner son rôle dans la gouvernance et la surveillance politique. Il a également été de réfléchir à des moyens de renforcer sa cohésion et son efficacité.

Parmi les solutions envisagées figuraient la création d'un front politique unifié établi sur des programmes communs, le renforcement des capacités organisationnelles et l'instauration d'un dialogue inclusif entre tous les partis d'opposition. Ces mesures auraient pu contribuer à restaurer la confiance des citoyens dans le système politique, accroître la responsabilité du pouvoir exécutif et consolider la démocratie congolaise[3]. Comprendre ces dynamiques a donc été à la fois un impératif académique, et une contribution concrète à la réflexion sur la gouvernance et la stabilité politique en RDC.

---

[1] MULUMBA, B., *La coalition FCC-CACH : une cohabitation sous tension*. Revue Africaine de sciences politiques, 2020. 5(3), 45-63.

[2] ENGLEBERT, P., & TULL, D. M., *Post-Conflict Politics in the Democratic Republic of the Congo.* African Affairs, 2019, 118(471), 1–23.

[3] International Crisis Group., *Congo: Toward Political Stability after the 2018 Elections.* Brussels : ICG Report, 2021.

Outre la présente introduction, la structure de l'étude comporte trois points : cadre méthodologique ; description de l'évolution de l'opposition politique (2018-2023) et analyse critique et pistes de solutions. Une brève conclusion met un terme à cette réflexion.

I. CADRE MÉTHODOLOGIQUE

Cette étude a adopté une approche combinant analyse et critique pour examiner l'évolution de l'opposition politique en RDC durant le premier mandat de Félix-Antoine Tshisekedi (2018-2023). La méthode analytique a permis de décomposer les dynamiques politiques, telles que la recomposition des alliances, la fragmentation des partis et les stratégies des leaders comme Fayulu, Katumbi et Muzito, ainsi que l'impact des accords FCC-CACH. La méthode critique a ensuite évalué les limites et implications de ces transformations sur la cohésion des partis, la représentativité citoyenne et le fonctionnement démocratique. La collecte de données a reposé sur des documents officiels, des rapports institutionnels, des articles de presse, des entretiens et de la littérature scientifique, afin de produire une lecture structurée et critique des enjeux, succès et limites de l'opposition politique durant cette période.

II. DESCRIPTION DE L'ÉVOLUTION DE L'OPPOSITION POLITIQUE

L'évolution de l'opposition politique en RDC de 2018 à 2023 a été marquée par une série de transformations profondes, influencées par des dynamiques internes et externes complexes.

2.1. Contexte politique et recomposition des alliances

L'élection de Félix-Antoine Tshisekedi à la présidence en janvier 2019 a marqué un tournant historique pour la République Démocratique du Congo, mettant fin à près de vingt années de pouvoir de Joseph Kabila. Cette élection, fruit d'un scrutin controversé mais validé par la Cour constitutionnelle, a ouvert une période de transition politique caractérisée par de fortes attentes de la population en matière de démocratie, de transparence et de réforme institutionnelle. Pour assurer la stabilité politique et garantir la gouvernance, Tshisekedi a signé les accords FCC-CACH, formant une coalition entre son parti Cap pour le Changement (CACH) et le Front commun pour le Congo (FCC) dirigé par l'ancien président Kabila. Cette alliance stratégique visait à sécuriser une majorité parlementaire capable d'approuver les lois et de soutenir l'action gouvernementale, tout en préservant un équilibre fragile entre les anciens et nouveaux acteurs du pouvoir.

Cependant, cette recomposition a eu pour effet de fragiliser l'opposition traditionnelle, entraînant une fragmentation significative. Plusieurs partis d'opposition historiques, tels que l'Engagement pour la citoyenneté et le Développement (ECIDé) de Martin Fayulu, le parti Ensemble pour la République de Moïse Katumbi, et la coalition Lamuka, ont choisi de rester à l'écart de cette coalition gouvernementale. Cette décision a renforcé le clivage entre les partis pro-gouvernementaux et les forces politiques de l'opposition, générant des rivalités internes et des difficultés pour présenter un front uni capable de jouer pleinement le rôle de contre-pouvoir. Par ailleurs, la recomposition a mis en lumière les enjeux liés à la représentation politique, à la légitimité institutionnelle et à la gestion des alliances personnelles et stratégiques, révélant la complexité et la volatilité du paysage politique congolais dans cette période de transition[4].

2.2. Fragmentation et tensions internes au sein de l'opposition

Lors de la période 2018-2023, l'opposition politique en RDC a été marquée par une fragmentation croissante et des tensions internes qui ont considérablement affaibli sa visibilité et son influence. La coalition Lamuka, dirigée par Martin Fayulu, a particulièrement illustré ces difficultés. Des divergences stratégiques persistantes ont provoqué des conflits internes concernant la direction et la coordination de la coalition, avec des épisodes où plusieurs leaders revendiquaient simultanément la présidence tournante. Ces querelles ont non seulement sapé l'unité organisationnelle, mais ont également créé un climat de méfiance entre les partis membres et leurs partisans.

Cette situation a eu pour conséquence de limiter la capacité de l'opposition à agir comme un contre-pouvoir efficace face au gouvernement, rendant difficile la formulation de positions limpides et cohérentes sur les questions nationales majeures. Les rivalités internes ont aussi fragilisé la perception de l'opposition auprès des citoyens.

2.3. Répression et restrictions des libertés politiques

À quelques mois des élections générales de décembre 2023, la République démocratique du Congo est confrontée à une recrudescence de la répression contre l'opposition politique, selon Human Rights Watch.

[4] https://en.wikipedia.org/wiki/Lamuka Consulté le 20 juillet 2025 à 17 h 30.

Arrestations, restrictions de liberté et dispersion violente de manifestations pacifiques ont marqué les derniers mois, suscitant des inquiétudes quant au respect des droits humains et des libertés démocratiques[5].

À Kinshasa, le 20 mai 2023, la police a dispersé une marche de l'opposition, faisant au moins 30 blessés et plusieurs arrestations. Dans le Nord-Kivu, à Goma, l'état de siège a été utilisé pour réprimer brutalement les manifestations, avec des tirs meurtriers sur la foule.

Human Rights Watch alerte sur la violence électorale croissante et appelle les autorités à enquêter rapidement et impartialement sur ces incidents, et à protéger les opposants politiques. L'organisation exhorte également le président Félix Tshisekedi à placer les droits humains au cœur de son second mandat et à garantir un climat électoral sûr pour tous.

Pour plus de détails, les rapports de Human Rights Watch offrent une analyse approfondie de la situation des droits humains en RDC avant les élections de 2023.

2.4. Tentatives de consolidation de l'opposition en RDC : vers une alternative crédible ?

À l'approche des élections générales de décembre 2023 en République Démocratique du Congo (RDC), l'opposition politique a entrepris des démarches pour renforcer son unité et offrir une alternative crédible au président sortant, Félix Tshisekedi.

En novembre 2023, plusieurs figures emblématiques de l'opposition, dont Martin Fayulu, Moïse Katumbi, Denis Mukwege, Matata Ponyo et Delly Sesanga, s'étaient réunies en Afrique du Sud. Cette rencontre visait à désigner un candidat unique pour la présidentielle de décembre 2023. L'objectif était de surmonter les divisions internes et de présenter une alternative solide face au pouvoir en place.

Martin Fayulu, leader du parti Engagement pour la citoyenneté et le développement (ECiDé), est reconnu pour son engagement en faveur de la démocratie et des droits humains. Moïse Katumbi, ancien gouverneur du Katanga et figure de proue de l'opposition, avait également exprimé son désir de contribuer au changement politique en RDC. Denis Mukwege, gynécologue et lauréat du prix Nobel de la paix, est un défenseur des droits des femmes et de la justice sociale. Matata Ponyo, ancien Premier ministre, et Delly Sesanga, leader du parti Envol, achèvent ce groupe de personnalités politiques engagées[6]. Cette initiative a été saluée par de nombreux observateurs comme un signe positif de maturité politique et de volonté de rassemblement au sein de l'opposition congolaise. Cependant, des défis demeurent, notamment la gestion des ambitions personnelles et la nécessité d'une coordination efficace entre les différents acteurs.

Alors que le pays se prépare à des élections cruciales, l'unité de l'opposition aurait joué un rôle déterminant dans l'issue du scrutin et dans l'avenir démocratique de la RDC.

III. ANALYSE CRITIQUE ET PISTES DE SOLUTIONS

3.1. Analyse critique

3.1.1. Un système partisan fragmenté et peu programmatique

Malgré une pluralité apparente, l'opposition s'est caractérisée par une fragmentation chronique, des alliances éphémères et une faible cohérence idéologique. La compétition s'est souvent jouée sur des leaderships personnels et des calculs électoraux de court terme, au détriment de plateformes programmatiques lisibles et d'un travail de terrain structuré. Les partis ont davantage réagi aux fenêtres d'opportunité (négociations, remaniements, recomposition des majorités) qu'ils n'ont construit des coalitions stables ancrées dans des enjeux socio-économiques (emploi, sécurité, services urbains).

3.1.2. Contraintes institutionnelles et « biais d'arène »

Plusieurs verrous institutionnels ont pesé sur la capacité d'influence de l'opposition :

- la CENI : la réforme de 2021 a maintenu une architecture de nomination où les forces politiques parlementaires pèsent lourd, nourrissant une perception de partialité, malgré quelques garde-fous nouveaux. Cette configuration a alimenté une défiance persistante envers le processus électoral et ses résultats, particulièrement visibles en 2023[7] ;

[5] Human Rights Watch. *DR Congo: Electoral Violence Threatens Vote*. Publiée le 16 décembre 2023. Disponible sur : https://www.hrw.org/news/2023/12/16/dr-congo-electoral-violence-threatens-vote.

[6] https://en.wikipedia.org/wiki/Martin_Fayulu ?utm_source=chatgpt.com

[7] Loi organique n° 21/012 du 3 juillet 2021 modifiant et achevant la loi organique sur la CENI, leganet.cd

- le cadre légal des partis (loi de 2004) garantit des droits mais reste peu contraignant sur la démocratie interne, la transparence financière et la reddition de comptes, laissant prospérer des formations « présidentielles » ou « électorales » à faible institutionnalisation[8].

3.1.3. Cooptation, recomposition et coût d'opportunité de l'unité[9]

La stratégie présidentielle de recomposition des majorités (Union sacrée) a partiellement neutralisé des segments de l'opposition par la cooptation d'élites et la distribution de ressources/positions. Face à ces incitations, plusieurs acteurs de l'opposition ont arbitré en faveur de ralliements individuels plutôt que de l'unité stratégique. Cette « fluidité » a entretenu un équilibre de pouvoir favorable à l'exécutif et rendu coûteuse la construction d'un front alternatif crédible sur la durée. (Voir aussi les analyses sur la consolidation du pouvoir exécutif et la recomposition post-2019.)

3.1.4. Faiblesse du travail parlementaire et territorialisation inachevée

Au Parlement, l'opposition a parfois privilégié l'interpellation médiatique au détriment du suivi fin des politiques publiques (budgets, lois de finances, contrôle des entreprises publiques, évaluation des politiques sectorielles). Sur le terrain, l'implantation locale est restée discontinue : peu de structures de base actives entre deux scrutins, faible formation des cadres, collecte de données électorales limitée, et mutualisation insuffisante des moyens pour la surveillance citoyenne du vote. Ces lacunes ont pesé en 2023, dans un contexte déjà marqué par des défis logistiques et sécuritaires[10].

3.1.5. Rapport complexe aux arbitres du jeu électoral

Le déficit de confiance entre opposition, institutions électorales et parties prenantes (société civile, observateurs) est demeuré élevé, nourri par des controverses récurrentes sur l'enrôlement, la cartographie des bureaux, la transmission et la consolidation des résultats. Les missions d'observation ont relevé des progrès ponctuels mais également des insuffisances structurelles (accès à l'information, opérations dans les zones de conflit, litiges contentieux).

3.2. Pistes de solutions

Réformes institutionnelles (cadre électoral et pluralisme)

- **CENI** :
  - dépolitiser davantage les procédures de désignation, renforcer les critères d'intégrité et de compétence des membres, et instituer des obligations accrues de publication proactive (calendriers, données brutes, marchés publics).
  - instituer un audit technique indépendant post-scrutin et des mécanismes de résolution des litiges plus rapides et transparents.
- **Loi sur les partis (2004)** :
  - introduire des exigences minimales de démocratie interne, de comptabilité certifiée et de publication des financements, assorties d'incitations (financement public proportionnel et conditionnel, accès équitable aux médias publics).
  - professionnaliser l'opposition (offre programmatique et gouvernance interne).
  - mettre en place des secrétariats techniques (budget, mines, sécurité, décentralisation) et des shadow cabinets capables de produire des contre-budgets, des projets alternatifs et des évaluations d'impact.
  - adopter des primaires ouvertes ou des conventions transparentes pour la désignation des candidats, afin de réduire les fractures de leadership et de crédibiliser les coalitions.
- **Stratégies parlementaires et contentieuses**
  - institutionnaliser des cellules de veille sur l'exécution budgétaire, les appels d'offres et les entreprises publiques ; publier des rapports alternatifs réguliers et saisir systématiquement les juridictions de contrôle (Cour des comptes, Conseil d'État) pour judiciariser le contrôle démocratique de façon constructive.

---

[8] Loi n° 04/002 du 15 mars 2004 portant organisation et fonctionnement des partis politiques, Journal officiel, aeco-rdc.net

[9] International Crisis Group, *Élections en RD Congo : limiter les risques de violence*, 2023. crisisgroup.org

[10] The Carter Center, *Final Report on the 2023 Elections in the Democratic Republic of the Congo*, 2024. The Carter Center.

- construire des coalitions thématiques transpartisanes (santé, éducation, gouvernance minière, sécurité à l'Est) afin d'élargir les alliances au-delà des clivages électoraux.

- **Territoires, données et intégrité électorale**
  - Institutionnaliser l'implantation locale : sections communales actives à l'année, cartographie des bastions et banques de données électorales ; formation d'équipes mixtes (juristes, statisticiens, logisticiens) pour la surveillance du vote et la centralisation parallèle des résultats (procès-verbaux, chaînage documentaire).
  - utiliser des outils numériques (collecte mobile, bases de PV, traçabilité des anomalies) et des cliniques juridiques électorales pour un contentieux mieux outillé.
- **Financement, éthique et communication**
  - adopter des chartes d'éthique internes (incompatibilités, conflits d'intérêts, cadeaux, ralliements en cours de mandat) avec des sanctions statutaires.
  - diversifier les sources de financement licites (cotisations, crowdfunding vérifié, think tanks partenaires) et publier un rapport financier annuel pour gagner en crédibilité.
  - structurer une communication programmatique (tableaux de bord, engagements chiffrés par secteur) plutôt qu'uniquement protestataire.
- **Inclusion et renouvellement**
  - mettre des quotas effectifs pour les femmes et les jeunes sur les listes, adosser ces quotas à des écoles de cadres et à des budgets dédiés (mentorat, assistance technique aux candidates).
- **Dialogue politique et garanties de compétition loyale**
  - favoriser un dialogue structuré (plateforme inter-partis, médiations de la société civile et des confessions religieuses) avec un agenda resserré : accès équitable aux médias publics, sécurité des meetings, calendriers publiés, observations nationales/internationales renforcées.

En somme, l'opposition a joué un rôle intermittent et souvent défensif durant 2019-2023, freinée par sa fragmentation, un cadre institutionnel perçu comme biaisé, et des stratégies parfois réactives. Des réformes de règles du jeu (CENI, loi des partis, transparence) doivent aller de pair avec une professionnalisation interne (programmes, données, travail parlementaire) et une implantation locale durable. À ces conditions, l'opposition peut redevenir un acteur structurant de l'alternance et de la redevabilité publique.

CONCLUSION

L'analyse du rôle des partis politiques d'opposition durant le premier mandat du président Félix-Antoine Tshisekedi (2019-2023) a révélé un paysage politique en profonde recomposition, marqué par une tension constante entre ouverture démocratique et logiques de cooptation. D'un côté, l'alternance de 2019 a permis une redynamisation partielle du pluralisme, offrant à l'opposition de nouvelles marges de manœuvre institutionnelles et médiatiques. De l'autre, la fragmentation chronique des forces d'opposition, les rivalités de leadership et l'absence de programmes communs solides ont limité leur capacité à constituer un contrepoids efficace et cohérent.

Les partis d'opposition se sont souvent retrouvés dans une posture réactive face aux initiatives de l'exécutif, oscillant entre alliances ponctuelles et boycotts, au risque de perdre une partie de leur crédibilité auprès de l'électorat. Leur faiblesse organisationnelle, notamment sur le plan de l'implantation locale, du suivi parlementaire et de la production de contre-propositions, a contribué à un déséquilibre du jeu politique en faveur du pouvoir en place.

Toutefois, cette a aussi été marquée par des leçons stratégiques. Parmi celles-ci figurent l'importance d'une coordination plus structurée, la nécessité d'investir dans la formation des cadres, l'usage d'outils numériques pour la surveillance électorale, et la construction de coalitions thématiques au-delà des clivages partisans. Ces dynamiques laissent entrevoir un potentiel de maturation de l'opposition si des réformes institutionnelles et internes sont mises en œuvre.

Ainsi, l'avenir de l'opposition congolaise dépendra de sa capacité à passer d'une logique de réaction à une logique de proposition et d'anticipation, à s'ancrer durablement dans les territoires et à s'affirmer comme un acteur de redevabilité démocratique. La consolidation du pluralisme et de l'alternance en RDC ne pourra se faire sans une opposition vigoureuse, cohérente, capable de canaliser les attentes citoyennes et de contribuer à la construction d'un État véritablement démocratique.

BIBLIOGRAPHIE

- ENGLEBERT, P., & TULL, D. M., *Post-Conflict Politics in the Democratic Republic of the Congo.* African Affairs, 2019, 118(471), 1–23.
- International Crisis Group., *Congo: Toward Political Stability after the 2018 Elections.* Brussels: ICG Report, 2021.
- MULUMBA, B., *La coalition FCC-CACH : une cohabitation sous tension*. Revue Africaine de Sciences Politiques, 2020. 5(3), 45-63.
- https://en.wikipedia.org/wiki/Lamuka? Consulté le 20 Juillet 2025 à 17h30'.
- Human Rights Watch. *DR Congo: Electoral Violence Threatens Vote*. Publiée le 16 décembre 2023. Disponible sur : https://www.hrw.org/news/2023/12/16/dr-congo-electoral-violence-threatens-vote.
- https://en.wikipedia.org/wiki/Martin_Fayulu? Utm_source=chatgpt.com
- Loi organique n° 21/012 du 3 juillet 2021 modifiant et complétant la loi organique sur la CENI. leganet.cd.
- Loi n° 04/002 du 15 mars 2004 portant organisation et fonctionnement des partis politiques, Journal officiel. aeco-rdc.net.
- International Crisis Group, *Elections en RD Congo : limiter les risques de violence*, 2023. crisisgroup.org.
- The Carter Center, *Final Report on the 2023 Elections in the Democratic Republic of the Congo*, 2024. The Carter Center